

Nous, RSAstes Parisiens,

sommes venus ce mercredi 1^{er} février assister à une messe de l'insertion et de l'emploi organisée à la mairie du 11^e par le département de Paris dans l'intention de cracher dans le pauvre bénitier dans lequel on tente de nous noyer.

Une récente recherche conduite précisément ici, dans cette ville, par le centre de l'économie et de l'emploi (CEE) confirme ce que d'expérience nous savions déjà : le RSA est une « *absurdité* » qui donne lieu à des formes de « *torture morale* ».

Nous savons de surcroît que la situation est plus grave encore que ce ces chercheurs ont pu relever lors de leur enquête, en effet :

- on dissuade de mille manières de nombreux ayants droit potentiels de faire leur demande de RSA, cela contribue à réaliser des économies tout en amplifiant un phénomène de non recours au droit qui plonge dans une misère à la fois invisible et plus extrême encore de nombreux précaires de cette ville, alors même que la municipalité est la plus riche du pays.
- pour afficher des « sorties du dispositif » qui constituent l'objectif principal visé par la coûteuse usine à gaz de l'« activation vers l'emploi », on menace de « suspension », c'est à dire de baisse partielle ou *d'interruption totale des versements* du RSA qui n'accepte pas telle ou telle prestation, tel ou tel emploi sous payé, on réduit la durée de « contrats » d'engagement qui n'ont rigoureusement rien de réciproque si ce n'est *la tendance à l'abandon* ; d'une par les institutions lâchent le moins possible de ce qui pourrait être utile aux allocataires (logement, santé, formation, etc.), d'autre part les RSAstes sont incités à aller voir ailleurs, à ne plus venir, à disparaître pour éviter de se faire guider vers le néant de la précarisation accrue et du contrôle renforcé.
- est également menacé de la sorte qui envisage une reprises d'études, alors même que le département a le pouvoir légal d'autoriser ces reprises d'études, comme le font d'ailleurs d'autres conseils généraux ; de plus, des RSAstes qui étudient sont sommés de choisir entre la poursuite de leur projet et le maintien de cette mini allocation.
- sous prétexte de « suivi », on impose aux RSAstes des procédures discriminatoires et qui échappent au droit commun par ailleurs officiellement reconnu à tout Parisien ; ainsi leurs demandes d'« aides exceptionnelles » auprès du centre d'action sociale de la Ville, au lieu de s'effectuer auprès des agents administratifs chargés de les instruire nécessitent-elles des entretiens répétés avec des travailleurs sociaux, ce qui allonge les délais d'attribution alors que ces aides sont supposées répondre à l'urgence, et ce qui permet là encore de dissuader les demandes sous divers prétextes. Or interdire ces demandes revient à un refus décidé *a priori*, invisible et dédouane par avance les instances responsables.

Nous sommes ici non seulement pour exprimer notre point de vue mais également pour inviter tous ceux qui de l'autre côté du guichet, dans les services de la Dases, dans les associations et les officines sous-traitantes du département refusent d'être à la fois juges et parties, coach et contremaître. N'accepter ni le rôle que l'on vous fait jouer, ni l'impasse dans laquelle sont placés tant les demandeurs que les personnes chargées de les suivre nous paraît la moindre des choses. Cette politique qui allie peur, menaces et moralisation normalisatrice, nous vous demandons de ne pas l'appliquer et de témoigner de sa mise en œuvre (sous couvert d'anonymat).

Vous trouverez la recherche sur le RSA à Paris sur www.cip-idf.org

Pour prendre contact avec nous, témoigner : permanenceprecarite@cip-idf.org

Chacun sait que le plein emploi ne reviendra pas. C'est ensemble que nous pouvons diminuer le poids de son fantôme sur nos vies.

Quelques chômeurs, intermittents et précaires parisiens